

VILLE DE HUNTINGDON

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX



Ville de Huntingdon

ADOPTÉ LE 3 FÉVRIER 2014
(Règlement 851-2014)

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

OBJECTIFS

Le présent code d'éthique et de déontologie des élus municipaux est adopté en vertu de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (2010, c. 27)*.

En vertu des dispositions de cette loi, toute municipalité doit adopter un code d'éthique et de déontologie des élus municipaux en vue :

- 1° d'assurer l'adhésion explicite des membres du conseil de la municipalité aux principales valeurs de celle-ci en matière d'éthique;
- 2° instaurer des normes de comportement qui favorisent l'intégration de ces valeurs dans le processus de prise de décision des élus et, de façon générale, dans leur conduite à ce titre ;
- 3° prévenir les conflits éthiques et s'il en survient, aider à les résoudre efficacement et avec discernement ;
- 4° de prévoir l'adoption de règles déontologiques;
- 5° de déterminer des mécanismes d'application et de contrôle de ces règles déontologiques.

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

CHAMP D'APPLICATION

Le présent code d'éthique et de déontologie s'applique à tout membre du conseil de la Ville de Huntingdon.

INTERPRÉTATION

Tous les mots utilisés dans le présent code conservent leur sens usuel, sauf pour les expressions et les mots définis comme suit :

« Avantage » :

Comprend tout cadeau, don, faveur, récompense, service, commission, gratification, marque d'hospitalité, rémunération, rétribution, gain, indemnité, privilège, préférence, compensation, bénéfice, profit, avance, prêt, réduction, escompte, ou toute autre chose utile ou profitable de même nature ou toute promesse d'un tel avantage.

« Intérêt personnel » :

Intérêt de la personne concernée, qu'il soit direct ou indirect, pécuniaire ou non, réel, apparent ou potentiel. Il est distinct, sans nécessairement être exclusif, de celui du public en général ou peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée. Est exclu de cette notion le cas où l'intérêt personnel consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses, des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail rattachées aux fonctions de la personne concernée au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal.

« Intérêt des proches » :

Intérêt du conjoint de la personne concernée, de ses enfants, de ses ascendants ou intérêt d'une société, compagnie, coopérative ou association avec laquelle elle entretient une relation d'affaires. Il peut être direct ou indirect, pécuniaire ou non, réel, apparent ou potentiel. Il est distinct, sans nécessairement être exclusif, de celui du public en général ou peut être perçu comme tel par une personne raisonnablement informée.

« Organisme municipal » :

- 1° un organisme que la loi déclare mandataire ou agent d'une municipalité;
- 2° un organisme dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil d'une municipalité;
- 3° un organisme dont le budget est adopté par la municipalité ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci;

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

- 4° un conseil, une commission ou un comité formé par la municipalité chargé d'examiner et d'étudier une question qui lui est soumise par le conseil;
- 5° une entreprise, corporation, société ou association au sein de laquelle une personne est désignée ou recommandée par la municipalité pour y représenter son intérêt.

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

CONTENU

1. ÉTHIQUE

Les valeurs énoncées ci-dessous servent de guide pour la prise de décision et, de façon générale, pour la conduite des membres du conseil de la Ville de Huntingdon en leur qualité d'élus.

Les principales valeurs de la Ville de Huntingdon sont :

1° L'intégrité des membres du conseil de la municipalité

Tout membre valorise l'honnêteté, la rigueur et la justice. De plus, il doit faire preuve d'objectivité, d'absence de préjugés et de transparence.

2° La prudence dans la poursuite de l'intérêt public

Tout membre assume ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe. Dans l'accomplissement de cette mission, il agit avec professionnalisme, ainsi qu'avec vigilance et discernement.

3° Le respect envers les autres membres, les employés de la municipalité et les citoyens

Tout membre favorise le respect dans les relations humaines. Il a droit à celui-ci et agit avec respect envers l'ensemble des personnes avec lesquelles il traite dans le cadre de ses fonctions.

4° La loyauté envers la municipalité

Tout membre recherche l'intérêt général de la collectivité. Toute décision doit être prise dans ce sens.

5° La recherche de l'équité

Tout membre du conseil assume ses fonctions en respectant les principes fondamentaux de l'équité soit en traitant chaque personne avec justice et impartialité et, dans la mesure du possible, en interprétant les lois et règlements en accord avec cet esprit.

6° L'honneur rattaché aux fonctions de membre du conseil

Tout membre sauvegarde l'honneur rattaché à sa fonction, ce qui présuppose la pratique constante des cinq valeurs précédentes : l'intégrité, la prudence, le respect, la loyauté et l'équité.

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

2. DÉONTOLOGIE

Le code d'éthique et de déontologie énonce :

- des règles qui doivent guider la conduite d'une personne à titre de membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la municipalité ou, en sa qualité de membre d'un conseil de la municipalité, d'un autre organisme ;
- des règles qui doivent guider la conduite de cette personne après la fin de son mandat de membre d'un conseil de la municipalité.

Les règles prévues au présent code d'éthique et de déontologie ont pour objectifs de prévenir, notamment :

- 1° toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;
- 2° toute situation qui irait à l'encontre des articles 304 et 361 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2);

***304.** Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité la personne qui sciemment, pendant la durée de son mandat de membre du conseil d'une municipalité ou de membre d'un organisme municipal, a un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité ou l'organisme.*

***361.** Le membre du conseil d'une municipalité qui est présent à une séance au moment où doit être prise en considération une question dans laquelle il a directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier doit divulguer la nature générale de cet intérêt avant le début des délibérations sur cette question et s'abstenir de participer à celles-ci et de voter ou de tenter d'influencer le vote sur cette question.*

Disposition applicable.

Le premier alinéa s'applique également lors d'une séance de tout conseil, comité ou commission dont le membre fait partie au sein de la municipalité ou d'un organisme municipal.

Assistance à la séance.

Dans le cas où la séance n'est pas publique, le membre doit, outre les obligations imposées par le premier alinéa, quitter la séance après avoir divulgué la nature générale de son intérêt, pendant toute la durée des délibérations et du vote sur la question.

Divulcation d'intérêt.

Lorsque la question est prise en considération lors d'une séance à laquelle le membre n'est pas présent, il doit divulguer la nature générale de son intérêt dès la première séance à laquelle il est présent après avoir pris connaissance de ce fait.

- 3° le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

306. Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité la personne qui sciemment, pendant la durée de son mandat de membre du conseil d'une municipalité ou de membre d'un organisme municipal, profite de son poste pour commettre une malversation, un abus de confiance ou une autre inconduite.

3. RÈGLES DE CONDUITES

Les règles de conduite d'une personne à titre de membre d'un conseil sont les suivantes :

3.1 Conflits d'intérêts

- a) Toute personne doit éviter de se placer, sciemment, dans une situation où elle est susceptible de devoir faire un choix entre, d'une part, son intérêt personnel ou celui de ses proches et, d'autre part, celui de la municipalité ou d'un organisme municipal.
- b) Le cas échéant, elle doit rendre publiques ces situations, s'abstenir de participer aux discussions et aux délibérations qui portent sur celles-ci et quitter la séance.
- c) Sans limiter la généralité de ce qui précède, il est interdit à toute personne d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.
- d) Il est également interdit à toute personne de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.
- e) Un membre ne doit pas avoir sciemment un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité ou un organisme municipal.
- f) Un membre est réputé ne pas avoir un tel intérêt dans les cas suivants :
 - 1° le membre a acquis son intérêt par succession ou par donation et y a renoncé ou s'en est départi le plus tôt possible ;
 - 2° l'intérêt du membre consiste dans la possession d'actions d'une compagnie qu'il ne contrôle pas, dont il n'est ni un administrateur ni un dirigeant et dont il possède moins de 10% des actions émises donnant le droit de vote ;
 - 3° l'intérêt du membre consiste dans le fait qu'il est membre, administrateur ou dirigeant d'un autre organisme municipal, d'un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, d'un organisme à but non lucratif ou d'un organisme dont la loi prévoit que cette personne doit être membre, administrateur ou dirigeant en tant que membre du conseil de la municipalité ou de l'organisme municipal ;
 - 4° le contrat a pour objet une rémunération, une allocation, un remboursement de dépenses, un avantage social, un bien ou un service auquel le membre a droit à titre de

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

condition de travail attachée à sa fonction au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal ;

- 5° le contrat a pour objet la nomination du membre à un poste de fonctionnaire ou d'employé dont l'occupation ne rend pas inéligible son titulaire ;
 - 6° le contrat a pour objet la fourniture de services offerts de façon générale par la municipalité ou l'organisme municipal ;
 - 7° le contrat a pour objet la vente ou la location, à des conditions non préférentielles, d'un immeuble ;
 - 8° le contrat consiste dans des obligations, billets ou autres titres offerts au public par la municipalité ou l'organisme municipal ou dans l'acquisition de ces obligations, billets ou autres titres à des conditions non préférentielles ;
 - 9° le contrat a pour objet la fourniture de services ou de biens que le membre est obligé de faire en faveur de la municipalité ou de l'organisme municipal en vertu d'une disposition législative ou réglementaire ;
 - 10° le contrat a pour objet la fourniture d'un bien par la municipalité ou l'organisme municipal et a été conclu avant que le membre n'occupe son poste au sein de la municipalité ou de l'organisme et avant qu'il ne pose sa candidature à ce poste lors de l'élection où il a été élu ;
 - 11° dans un cas de force majeure, l'intérêt général de la municipalité ou de l'organisme municipal exige que le contrat soit conclu de préférence à tout autre.
- g)** Le présent article ne s'applique pas dans le cas où l'intérêt du membre consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses, des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail attachées à ses fonctions au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal.
- h)** Il ne s'applique pas non plus dans le cas où l'intérêt est tellement minime que le membre ne peut raisonnablement être influencé par lui.

3.2 Avantages

Il est interdit à toute personne :

- d'accepter, de recevoir, de susciter ou de solliciter tout avantage pour elle-même ou pour une autre personne en échange d'une prise de position sur une question dont un conseil, un comité ou une commission dont elle est membre peut être saisi;
- d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

Le membre du conseil qui reçoit tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par le paragraphe 2 du premier alinéa doit, lorsque sa valeur excède 200 \$, dans les 30 jours de sa réception, produire une déclaration écrite au greffier de la municipalité.

Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception.

Le greffier tient un registre public de ces déclarations. Lors de la dernière séance ordinaire du conseil du mois de décembre, le greffier dépose un extrait de ce registre qui contient les déclarations qui ont été faites depuis la dernière séance au cours de laquelle un tel extrait a été déposé.

3.3 Discretion et confidentialité

Il est interdit à toute personne, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, d'utiliser, de communiquer ou de tenter d'utiliser ou de communiquer des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont généralement pas à la disposition du public pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.

Un membre du conseil ne peut transmettre à des tiers des renseignements ou de l'information nominative au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

Le maire est la personne responsable désignée dans le cadre de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et il possède seul, l'autorité déléguée pour décider du caractère nominatif d'une information. Toutefois, le maire peut désigner comme responsable un membre de l'organisme public ou de son conseil d'administration, selon le cas, ou un membre de son personnel de direction et lui déléguer tout ou partie de ses fonctions.

3.4 Utilisation des ressources de la municipalité

Il est interdit à toute personne d'utiliser ou de permettre l'utilisation des ressources, des biens ou des services de la municipalité ou des organismes municipaux à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions.

La présente interdiction ne s'applique pas lorsqu'un membre utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise à la disposition des citoyens.

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

3.5 Respect du processus décisionnel

Toute personne doit respecter les lois, les politiques et les normes (règlements et résolutions) de la municipalité et des organismes municipaux relatives aux mécanismes de prise de décision.

Ses décisions, en ce qui concerne l'adoption et le contenu de normes réglementaires applicables, l'utilisation des fonds publics, les services publics et la réalisation de travaux publics, doivent être prises dans l'intérêt de la collectivité.

3.6 Utilisation du nom de la municipalité et des armoiries

Un membre du conseil doit s'abstenir, dans les contrats et ententes qu'il conclut à titre personnel avec des tiers, d'utiliser le nom ou les armoiries de la municipalité de façon à laisser croire à l'autre partie que le contrat ou l'entente est conclu avec la municipalité ou que cette dernière s'en porte garante ou y est impliquée à quelque titre que ce soit.

Il est interdit à un membre du conseil d'utiliser le papier à en-tête de la municipalité aux fins de ses activités personnelles.

Tout membre du conseil doit éviter de se servir du poste qu'il occupe à la municipalité à des fins personnelles. Il peut, toutefois, avec l'autorisation du maire, utiliser le nom de la municipalité à des fins de publicité ou d'appui promotionnel pour la municipalité.

3.7 Obligation de loyauté après mandat

Toute personne doit agir avec loyauté envers la municipalité après la fin de son mandat dans le respect des dispositions de la loi. Il lui est interdit d'utiliser ou de divulguer des renseignements confidentiels dont elle a pris connaissance dans l'exercice de ses fonctions.

Sans limiter la généralité de ce qui précède, il est interdit à toute personne, dans les 12 mois qui suivent la fin de son mandat, d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction de telle sorte qu'elle-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre d'un conseil de la municipalité.

3.8 Abus de pouvoir

Il est interdit à toute personne d'abuser du pouvoir qu'il détient par sa fonction au sein de la municipalité. La notion d'abus de pouvoir suppose une violation de l'intérêt général de la municipalité en profitant du pouvoir qu'on détient sans retenue et pour son propre compte. Il y a abus de pouvoir quand un individu sort de ses prérogatives ou dépasse les limites qu'il doit respecter.

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

3.9 Abus de confiance, malversation et inconduite

Le membre qui profite volontairement de son poste pendant la durée de son mandat d'élu municipal pour commettre une malversation, un abus de confiance ou une autre inconduite peut être déclarée inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité pour une période de 5 ans à compter de la date du jugement.

1) Abus de confiance

L'abus de confiance est le fait de détourner ou soustraire à son usage des documents, des marchandises ou des deniers que l'on s'est vu confier.

2) Malversation

La malversation consiste en une faute grave inspirée par le désir immodéré de l'argent, commise dans l'exercice d'une charge ou d'un mandat. Elle s'apparente à la corruption.

3) Inconduite

L'inconduite consiste en un geste posé par un membre d'un conseil municipal qui se détache de la norme à laquelle on doit s'attendre d'une personne exerçant une fonction publique (par exemple favoriser quelqu'un avec qui il a un lien de parenté).

3.10 Réputation

Le membre doit éviter toute situation pouvant nuire à sa réputation ou à celle de la Ville de Huntingdon ou d'un organisme municipal. Les comportements des membres doivent contribuer à maintenir la confiance des citoyens et renforcer l'image de la municipalité.

3.11 Responsabilité et engagement

Tout membre du conseil :

- a) Connait et respecte le code d'éthique et de déontologie de la Ville de Huntingdon;
- b) S'abstient de tout commentaire désobligeant envers les autres membres du Conseil à la suite des décisions prises lors des séances;
- c) S'engage à servir les meilleurs intérêts de leur communauté et mettent leurs compétences au service de l'organisation municipale;
- d) S'investit afin de prendre connaissance de tous les documents nécessaires à la prise de décision et de développer leurs compétences, le tout dans l'intérêt de la collectivité.
- e) S'engage à respecter le secret des délibérations, des réunions de travail et des « *Caucus* », le cas échéant.

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

4. MÉCANISMES D'APPLICATION ET DE CONTRÔLE

1° Examen

Toute personne qui a des motifs raisonnables de croire qu'un membre du conseil de la Ville de Huntingdon a commis un manquement à une règle prévue au présent code d'éthique et de déontologie peut en saisir le ministre des Affaires municipales au plus tard dans les trois ans qui suivent la fin du mandat de ce membre.

Le ministre peut rejeter toute demande s'il est d'avis que la demande est frivole, vexatoire ou manifestement mal fondée ou si le demandeur refuse ou néglige de lui fournir les renseignements ou les documents qu'il lui demande.

S'il ne rejette pas la demande, le ministre la transmet à la Commission municipale du Québec pour enquête. Il en informe par écrit le demandeur et le membre du conseil visé par la demande.

2° Enquête

La Commission municipale du Québec enquête sur la demande.

Si la Commission municipale du Québec conclut que la conduite du membre du conseil de la municipalité constitue un manquement à une règle prévue au code d'éthique et de déontologie de la Ville de Huntingdon, elle décide, en prenant en considération la gravité du manquement et les circonstances dans lesquelles il s'est produit, notamment du fait que le membre du conseil a ou non obtenu un avis écrit et motivé d'un conseiller à l'éthique et à la déontologie ou pris toute autre précaution raisonnable pour se conformer au code, d'imposer une ou plusieurs des sanctions prévues à l'article 31 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (2010, c. 27) ou qu'aucune sanction ne soit imposée.

3° Sanction

Conformément à l'article 31 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* :

« Un manquement au présent Code d'éthique et de déontologie visé par un membre d'un conseil d'une municipalité peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes :

- a) la réprimande;
- b) la remise à la municipalité, dans les 30 jours de la décision de la Commission municipale du Québec :
 - 1° du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci ;
 - 2° de tout profit retiré en contravention d'une règle énoncée dans le code.

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

- c) le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle prévue au code, comme membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la municipalité ou d'un organisme;
- d) la suspension du membre du conseil pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours, cette suspension ne pouvant avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat.

Lorsqu'un membre d'un conseil est suspendu, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la municipalité ou, en sa qualité de membre d'un conseil de la municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation ou toute autre somme de la municipalité ou d'un tel organisme. »

5. ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent code d'éthique et de déontologie révisé des élus municipaux entre en vigueur suivant la Loi.

André Brunette, maire

Denyse Jeanneau, greffière

<i>Adopté par Règlement numéro :</i>	<i>851-2014</i>
<i>Avis de motion:</i>	<i>13 janvier 2014</i>
<i>Présentation du projet</i>	<i>13 janvier 2014</i>
<i>Adoption du règlement :</i>	<i>3 février 2014</i>
<i>Numéro d'adoption du règlement:</i>	<i>14-02-03-3430</i>
<i>Avis public :</i>	<i>21 février 2014</i>
<i>Entrée en vigueur:</i>	<i>21 février 2014</i>
<i>Abroge le règlement 831-2011</i>	

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

ANNEXE A

ATTESTATION

Je, André Brunette, déclare sous serment que j'exercerai mes fonctions de maire dans le respect du Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de la Ville de Huntingdon adopté le 3 février 2014 et que je m'engage à respecter les règles de ce code applicables après la fin de mon mandat.

Signé à Huntingdon, le _____ 2014.

Signature :

Monsieur André Brunette, maire

Déclaré sous serment devant moi le _____ à Huntingdon

Personne autorisée à recevoir le serment

À titre de : _____

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

ANNEXE A

ATTESTATION

Je, Denis St-Cyr, déclare sous serment que j'exercerai mes fonctions de conseiller dans le respect du Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de la Ville de Huntingdon adopté le 3 février 2014 et que je m'engage à respecter les règles de ce code applicables après la fin de mon mandat.

Signé à Huntingdon, le _____ 2014.

Signature :

Monsieur Denis St-Cyr, conseiller

Déclaré sous serment devant moi le _____ à Huntingdon

Personne autorisée à recevoir le serment

À titre de : _____

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

ANNEXE A

ATTESTATION

Je, Rémi Robidoux, déclare sous serment que j'exercerai mes fonctions de conseiller dans le respect du Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de la Ville de Huntingdon adopté le 3 février 2014 et que je m'engage à respecter les règles de ce code applicables après la fin de mon mandat.

Signé à Huntingdon, le _____ 2014.

Signature :

Monsieur Rémi Robidoux, conseiller

Déclaré sous serment devant moi le _____ à Huntingdon

Personne autorisée à recevoir le serment

À titre de : _____

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

ANNEXE A

ATTESTATION

Je, Marielle Duhème, déclare sous serment que j'exercerai mes fonctions de conseiller dans le respect du Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de la Ville de Huntingdon adopté le 3 février 2014 et que je m'engage à respecter les règles de ce code applicables après la fin de mon mandat.

Signé à Huntingdon, le _____ 2014.

Signature :

Madame Marielle Duhème, conseillère

Déclaré sous serment devant moi le _____ à Huntingdon

Personne autorisée à recevoir le serment

À titre de : _____

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

ANNEXE A

ATTESTATION

Je, Florent Ricard, déclare sous serment que j'exercerai mes fonctions de conseiller dans le respect du Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de la Ville de Huntingdon adopté le 3 février 2014 et que je m'engage à respecter les règles de ce code applicables après la fin de mon mandat.

Signé à Huntingdon, le _____ 2014.

Signature :

Monsieur Florent Ricard, conseiller

Déclaré sous serment devant moi le _____ à Huntingdon

Personne autorisée à recevoir le serment

À titre de : _____

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

ANNEXE A

ATTESTATION

Je, Paul André Ricard, déclare sous serment que j'exercerai mes fonctions de conseiller dans le respect du Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de la Ville de Huntingdon adopté le 3 février 2014 et que je m'engage à respecter les règles de ce code applicables après la fin de mon mandat.

Signé à Huntingdon, le _____ 2014.

Signature :

Monsieur Paul André Ricard, conseiller

Déclaré sous serment devant moi le _____ à Huntingdon

Personne autorisée à recevoir le serment

À titre de : _____

VILLE DE HUNTINGDON
CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE RÉVISÉ DES ÉLUS MUNICIPAUX

ANNEXE A

ATTESTATION

Je, Howard Welburn, déclare sous serment que j'exercerai mes fonctions de conseiller dans le respect du Code d'éthique et de déontologie des élus municipaux de la Ville de Huntingdon adopté le 3 février 2014 et que je m'engage à respecter les règles de ce code applicables après la fin de mon mandat.

Signé à Huntingdon, le _____ 2014.

Signature :

Monsieur Howard Welburn, conseiller

Déclaré sous serment devant moi le _____ à Huntingdon

Personne autorisée à recevoir le serment

À titre de : _____